



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 19 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1961

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
173

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

- N.Δ. 4220. Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ν. Ὑόρκη τὴν 10ην Ἰουνίου 1958 ὑπογραφείσης συμβάσεως περὶ ἀναγνωρίσεως καὶ ἐκτελέσεως ἀλλοδαπῶν διαιτητικῶν ἀποφάσεων. 1
- N.Δ. 4221. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 105 Διεθνοῦς Συμβάσεως «περὶ καταργήσεως τῆς ἀναγκαστικῆς ἐργασίας». 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4220

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ν. Ὑόρκη τὴν 10ην Ἰουνίου 1958 ὑπογραφείσης συμβάσεως περὶ ἀναγνωρίσεως καὶ ἐκτελέσεως ἀλλοδαπῶν διαιτητικῶν ἀποφάσεων.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 35 τοῦ Συντάματος καὶ τὴν ἀπὸ 18 Σεπτεμβρίου 1961 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἀρθροῦ 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσταμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Νέα Ὑόρκη ὑπογραφεῖσα ἀπὸ 10 Ἰουνίου 1958 σύμβασις «περὶ ἀνα-

γνωρίσεως καὶ ἐκτελέσεως ἀλλοδαπῶν διαιτητικῶν ἀποφάσεων», εἰς τὴν προσεχώρησε καὶ ἡ Ἑλλάς διὰ τῆς ἀπὸ 22 Δεκεμβρίου 1958 δηλώσεως αὐτῆς, τῆς ὁποίας συμβάσεως τὸ κείμενον ἔπεται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει :

Ἄρθρον δεῦτερον.

1. Ἡ κύρωσις τῆς παρούσης συμβάσεως γίνεται ὑπὸ ἀμφοτέρους τοὺς περιορισμοὺς τῆς παραγρ. 3 τοῦ ἀρθροῦ 1 τῆς συμβάσεως ταύτης.

2. Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νομ. Δ)τος ἀρχεταὶ ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Σεπτεμβρίου 1961

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Γ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Α. ΔΕΡΤΙΑΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Σ. ΓΚΙΚΑΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Γ. ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΔΗΜΗΤΡΑΤΟΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΘΕΜΕΛΗΣ, Δ. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, Κ. ΧΡΥΣΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ, Θ. ΚΟΝΙΤΣΑΣ, Δ. ΘΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ, Τ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Σεπτεμβρίου 1961

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝ. ΚΑΛΛΙΑΣ

CONFERENCE DES NATIONS UNIES
SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL
INTERNATIONAL

CONVENTION

Pour la Reconnaissance et l'Exécution des Sentences
Arbitrales Etrangères

Nations Unies
1958

Article premier

1. La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des sentences arbitrales rendues sur le territoire d'un Etat autre que celui où la reconnaissance et l'exécution des sentences sont demandées et issues de différends entre personnes physiques ou morales. Elle s'applique également aux sentences arbitrales qui ne sont pas considérées comme sentences nationales dans l'Etat où leur reconnaissance et leur exécution sont demandées.

2. On entend par «sentences arbitrales» non seulement les sentences rendues par des arbitres nommés pour des cas déterminés, mais également celles qui sont rendues par des organes d'arbitrage permanents auxquels les parties se sont soumises.

3. Au moment de signer ou de ratifier la présente Convention, d'y adhérer ou de faire la modification d'extension prévue à l'article X, tout Etat pourra, sur la base de la réciprocité, déclarer qu'il appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant. Il pourra également déclarer qu'il appliquera la Convention uniquement aux différends issus de rapports de droit, contractuels ou non contractuels, qui sont considérés comme commerciaux par sa loi nationale.

Article II.

1. Chacun des Etats contractants reconnaît la convention écrite par laquelle les parties s'obligent à soumettre à un arbitrage tous les différends ou certains des différends qui se sont élevés ou pourraient s'élever entre elles au sujet d'un rapport de droit déterminé, contractuel ou non contractuel, portant sur une question susceptible d'être réglée par voie d'arbitrage.

2. On entend par «convention écrite» une clause compromissoire insérée dans un contrat, ou un compromis, signés par les parties ou contenus dans un échange de lettres ou de télégrammes.

3. Le tribunal d'un Etat contractant, saisi d'un litige sur une question au sujet de laquelle les parties ont conclu une convention au sens du présent article, renverra les parties à l'arbitrage, à la demande de l'une d'elles, à moins qu'il ne constate que ladite convention est caduque, inopérante ou non susceptible d'être appliquée.

Article III.

Chacun des Etats contractants reconnaîtra l'autorité d'une sentence arbitrale et accordera l'exécution de cette sentence conformément aux règles de procédure suivies dans le territoire où la sentence est invoquée, aux conditions établies dans les articles suivants.

Il ne sera pas imposé, pour la reconnaissance ou l'exécution des sentences arbitrales auxquelles s'applique la présente Convention, de conditions sensiblement plus rigoureuses, ni de frais de justice sensiblement plus élevés, que ceux qui sont imposés pour la reconnaissance ou l'exécution des sentences arbitrales nationales.

Article IV.

1. Pour obtenir la reconnaissance et l'exécution visées à l'article précédent, la partie qui demande la reconnaissance et l'exécution doit fournir, en même temps que la demande :

a) L'original dûment authentifié de la sentence ou une copie de cet original réunissant les conditions requises pour son authenticité;

b) L'original de la convention visée à l'article II ou une copie réunissant les conditions requises pour son authenticité.

2. Si ladite sentence ou ladite convention n'est pas rédigée dans une langue officielle du pays où la sentence est invoquée, la partie qui demande la reconnaissance et l'exécution de la sentence aura à produire une traduction de ces pièces dans cette langue. La traduction devra être certifiée par un traducteur officiel ou un traducteur juré ou par un agent diplomatique ou consulaire.

Article V.

1. La reconnaissance et l'exécution de la sentence ne seront refusées, sur requête de la partie contre laquelle elle est invoquée, que si cette partie fournit à l'autorité compétente du pays où la reconnaissance et l'exécution sont demandées la preuve :

a) Que les parties à la convention visée à l'article II étaient, en vertu de la loi à elles applicable, frappées d'une incapacité, ou que ladite convention n'est pas valable en vertu de la loi à laquelle les parties l'ont subordonnée ou, à défaut d'une indication à cet égard, en vertu de la loi du pays où la sentence a été rendue; ou

b) Que la partie contre laquelle la sentence est invoquée n'a pas été dûment informée de la désignation de l'arbitre ou de la procédure d'arbitrage, ou qu'il lui a été impossible, pour une autre raison, de faire valoir ses moyens, ou

c) Que la sentence porte sur un différend non visé dans le compromis ou n'entrant pas dans les prévisions de la clause compromissoire, ou qu'elle contient des décisions qui dépassent les termes du compromis ou de la clause compromissoire; Toutefois, si les dispositions de la sentence qui ont trait à des questions soumises à l'arbitrage peuvent être dissociées de celles qui ont trait à des questions non soumises à l'arbitrage, les premières pourront être reconnues et exécutées; ou

d) Que la constitution du tribunal arbitral ou la procédure d'arbitrage n'a pas été conforme à la convention des parties, ou à défaut de convention, qu'elle n'a pas été conforme à la loi du pays où l'arbitrage a eu lieu; ou

e) Que la sentence n'est pas encore devenue obligatoire pour les parties ou a été annulée ou suspendue par une autorité compétente du pays dans lequel, ou d'après la loi duquel, la sentence a été rendue.

2. La reconnaissance et l'exécution d'une sentence arbitrale pourront aussi être refusées si l'autorité compétente du pays où la reconnaissance et l'exécution sont requises constate :

a) Que, d'après la loi de ce pays, l'objet du différend n'est pas susceptible d'être réglé par voie d'arbitrage; ou

b) Que la reconnaissance ou l'exécution de la sentence serait contraire à l'ordre public de ce pays.

Article VI.

Si l'annulation ou la suspension de la sentence est demandée à l'autorité compétente visée à l'article V, paragraphe 1, e), l'autorité devant qui la sentence est invoquée peut, si elle l'estime approprié, surseoir à statuer sur l'exécution de la sentence; elle peut aussi à la requête de la partie qui demande l'exécution de la sentence, ordonner à l'autre partie de fournir des sûretés convenables.

Article VII.

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte à la validité des accords multilatéraux.

raux ou bilatéraux conclus par les Etats contractants en matière de reconnaissance et d'exécution de sentences arbitrales et ne privent aucune partie intéressée du droit qu'elle pourrait avoir de se prévaloir d'une sentence arbitrale de la manière et dans la mesure admises par la législation ou les traités du pays où la sentence est invoquée.

2. Le Protocole de Genève de 1923 relatif aux clauses d'arbitrage et la Convention de Genève de 1927 pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères cesseront de produire leurs effets entre les Etats contractants du jour, et dans la mesure, où ceux-ci deviendront liés par la présente Convention.

Article VIII.

1. La présente Convention est ouverte jusqu'au 3 décembre 1958 à la signature de tout Etat Membre des Nations Unies, ainsi que de tout autre Etat qui est, ou deviendra par la suite, membre d'une ou plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies ou partie au Statut de la Cour internationale de Justice, ou qui aura été invité par l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. La présente Convention doit être ratifiée et les instruments de ratification déposés auprès du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

Article IX.

1. Tous les Etats visés à l'article VIII peuvent adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

Article X

1. Tout Etat pourra, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration produira ses effets au moment de l'entrée en vigueur de la convention pour ledit Etat.

2. Par la suite, toute extension de cette nature se fera par notification adressée au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies et produira ses effets à partir du quarante-deuxième jour qui suivra la date à laquelle le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies aura reçu la notification, ou à la date d'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat si cette dernière date est postérieure.

3. En ce qui concerne les territoires auxquels la présente Convention ne s'applique pas à la date de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, chaque Etat intéressé examinera la possibilité de prendre les mesures voulues pour étendre la Convention à ces territoires, sous réserve, le cas échéant, lorsque des motifs constitutionnels l'exigeront, de l'assentiment des gouvernements de ces territoires.

Article XI.

Les dispositions ci-après s'appliqueront aux Etats fédératifs ou non unitaires :

a) En ce qui concerne les articles de la présente Convention qui relèvent de la compétence législative du pouvoir fédéral, les obligations du gouvernement fédéral seront les mêmes que celles des Etats contractants qui ne sont pas des Etats fédératifs ;

b) En ce qui concerne les articles de la présente Convention qui relèvent de la compétence législative de chacun des Etats ou provinces constituants, qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenu de prendre des mesures législatives, le gou-

vernement fédéral portera le plus tôt possible, et avec son avis favorable, lesdits articles à la connaissance des autorités compétentes des Etats ou provinces constituants ;

c) Un Etat fédératif Partie à la présente Convention communiquera, à la demande de tout autre Etat contractant qui lui aura été transmise par l'intermédiaire du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, un exposé de la législation et des pratiques en vigueur dans la fédération et ses unités constituantes, en ce qui concerne telle ou telle disposition de la Convention, indiquant la mesure dans laquelle effet a été donné, par une action législative ou autre, à ladite disposition.

Article XII.

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du troisième instrument de ratification ou d'adhésion, elle entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XIII.

1. Tout Etat contractant pourra dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prendra effet un an après la date où le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies aura reçu la notification.

2. Tout Etat qui aura fait une déclaration ou une notification conformément à l'article X pourra notifier ultérieurement au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies que la Convention cessera de s'appliquer au territoire en question un an après la date à laquelle le Secrétaire Général aura reçu cette notification.

3. La présente Convention demeurera applicable aux sentences arbitrales au sujet desquelles une procédure de reconnaissance ou d'exécution aura été entamée avant l'entrée en vigueur de la dénonciation.

Article XIV.

Un Etat contractant ne peut se réclamer des dispositions de la présente Convention contre d'autres Etats contractants que dans la mesure où il est lui-même tenu d'appliquer cette convention.

Article XV.

Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats visés à l'article VIII :

a) Les signatures et ratifications visées à l'article VIII ;

b) Les adhésions visées à l'article IX ;

c) Les déclarations et notifications visées aux articles premier, X et XI ;

d) La date où la présente Convention entrera en vigueur, en application de l'article XII ;

e) Les dénonciations et notifications visées à l'article XIII.

Article XVI.

1. La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies remettra une copie certifiée conforme de la présente Convention aux Etats visés à l'article VIII.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Περὶ Ἀναγνωρίσεως καὶ Ἐκτελέσεως τῶν Ἀλλοδαπῶν Διαιτητικῶν Ἀποφάσεων.

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῆς ἀναγνωρίσεως καὶ ἐκτελέσεως τῶν διαιτητικῶν ἀποφάσεων τῶν ἐκδοθεισῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους Κράτους διαφόρου ἐκείνου ἐν τῷ ὁποίῳ ἐπιζητεῖται ἡ ἀναγνώρισις καὶ ἐκτελέσεις τῶν ἀποφάσεων, καὶ προερχομένων ἐκ διαφορῶν μεταξύ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων. Ἐφαρμόζεται ὡσαύτως ἐπὶ διαιτητικῶν ἀποφάσεων αἵτινες δὲν θεωροῦνται ὡς ἡμεδαπαὶ ἀποφάσεις ἐν τῷ Κράτει ἐν τῷ ὁποίῳ ἐπιζητεῖται ἡ ἀναγνώρισις καὶ ἐκτελέσεις τῶν.

2. Νοοῦνται ὡς «διαιτητικαὶ ἀποφάσεις» οὐχὶ μόνον αἱ ἀποφάσεις αἱ ἐκδοθεῖσαι ὑπὸ διαιτητῶν διορισθέντων διὰ συγκεκριμένας περιπτώσεις, ἀλλ' ὡσαύτως καὶ ἐκεῖναι αἵτινες ἐξεδόθησαν ὑπὸ μονίμων διαιτητικῶν ὀργάνων εἰς τὰ ὅποια τὰ μέρη ὑπεβλήθησαν.

3. Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆς ἐπικυρώσεως τῆς παρούσης Συμβάσεως, τῆς προσχωρήσεως εἰς ταύτην ἢ τῆς γνωστοποιήσεως τῆς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 10 προβλεπομένης ἐπεκτάσεως, πᾶν Κράτος θὰ δύναται, βάσει τῆς ἀμοιβαιότητος νὰ δηλώσῃ ὅτι θὰ ἐφαρμόσῃ τὴν Σύμβασιν μόνον ἐπὶ τῆς ἀναγνωρίσεως καὶ ἐκτελέσεως ἀποφάσεων ἐκδοθεισῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐτέρου συμβαλλομένου Κράτους. Θὰ δύναται ὡσαύτως νὰ δηλώσῃ ὅτι θὰ ἐφαρμόσῃ τὴν Σύμβασιν ἀποκλειστικῶς ἐπὶ διαφορῶν προερχομένων ἐξ ἐννόμων σχέσεων, συμβατικῶν ἢ ἐξωσυμβατικῶν αἵτινες θεωροῦνται ὡς ἐμπορικαὶ ὑπὸ τοῦ δικαίου του (τοῦ Κράτους τὸ ὁποῖον προβαίνει εἰς τὴν ἐν λόγῳ δήλωσιν).

Ἄρθρον 2.

1. Ἐκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν ἀναγνωρίζει τὴν συμφωνίαν διὰ τῆς ὁποίας τὰ μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ ὑποβάλλωσιν εἰς διαιτησίαν ἀπάσας τὰς διαφορὰς ἢ ὄρισμένας ἐκ τῶν διαφορῶν, αἵτινες ἀνεφύθησαν ἢ θὰ ἠδύναντο νὰ ἀναφυῶσι μεταξύ των, ἀναφορικῶς πρὸς συγκεκριμένην ἔννομον σχέσιν, συμβατικὴν ἢ ἐξωσυμβατικὴν, ἀναφερομένην εἰς θέμα ἐπιδεκτικὸν ρυθμίσεως διὰ διαιτησίας.

2. Νοεῖται διὰ τοῦ ὅρου «ἐγγράφος συμφωνία» διαιτητικὴ ρήτρα περιληφθεῖσα ἐν συμβάσει, ἢ συνυποσχετικόν, ἄτινα ὑπεγράφησαν ὑπὸ τῶν μερῶν, ἢ περιέχονται εἰς ἀνταλλαγὴν ἐπιστολῶν ἢ τηλεγραφημάτων.

3. Τὸ Δικαστήριον ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, ἐπιλαμβανόμενον ἀγωγῆς ἐπὶ θέματος ὡς πρὸς τὸ ὁποῖον τὰ μέρη ἔχουν συνάψει συμφωνίαν ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ παρόντος ἄρθρου, θὰ παραπέμπῃ τὰ μέρη εἰς διαιτησίαν, τῇ αἰτήσῃ ἐνὸς ἐξ αὐτῶν, ἐκτὸς ἐὰν διαπιστώσῃ ὅτι ἡ ἐν λόγῳ συμφωνία εἶναι ἀκυρὸς, ἀνενεργῆς ἢ μὴ ἐπιδεκτικὴ ἐφαρμογῆς.

Ἄρθρον 3.

Ἐκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν θὰ ἀναγνωρίζῃ τὸ κῆρος διαιτητικῆς τινὸς ἀποφάσεως καὶ θὰ ἐπιτρέπῃ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς τοιαύτης ἀποφάσεως συμφώνως πρὸς τοὺς δικονομικοὺς κανόνας οἵτινες ἀκολουθοῦνται ἐν τῷ ἐδάφει ἐνθα γίνεται ἡ ἐπίκλησις τῆς ἀποφάσεως, ὑπὸ τὰς ἐν τοῖς ἐπομένοις ἄρθροις ἀναγεγραμμένας προϋποθέσεις. Δὲν θὰ ἐπιβάλλωνται, διὰ τὴν ἀναγνώρισιν ἢ ἐκτέλεσιν τῶν διαιτητικῶν ἀποφάσεων ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐφαρμόζεται ἡ παρούσα Σύμβασις, προϋποθέσεις αἰσθητῶς αὐτηρότεραι οὔτε δ καστικὰ ἔξοδα αἰσθητῶς ἀνώτερα, τῶν ἐπιβαλλομένων διὰ τὴν ἀναγνώρισιν ἢ ἐκτέλεσιν ἡμεδαπῶν διαιτητικῶν ἀποφάσεων.

Ἄρθρον 4.

1. Διὰ νὰ ἐπιτύχῃ τὴν ὑπὸ τοῦ προηγουμένου ἄρθρου προβλεπομένην ἀναγνώρισιν καὶ ἐκτέλεσιν, ἐκεῖνο ἐκ τῶν μερῶν ὅπερ αἰτεῖται τὴν ἀναγνώρισιν καὶ ἐκτέλεσιν δεόν νὰ προσκομίσῃ ταυτοχρόνως πρὸς τὴν αἴτησιν :

α) τὸ πρωτότυπον τῆς ἀποφάσεως δεόντως βεβαιωμένον ἢ ἀντίγραφον τοῦ πρωτοτύπου τούτου πληροῦν τὰς διὰ τὴν αὐθεντικότητά του ἀπαιτουμένας προϋποθέσεις.

β) Τὸ πρωτότυπον τῆς συμφωνίας τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 2 ἢ ἀντίγραφον πληροῦν τὰς διὰ τὴν αὐθεντικότητά του ἀπαιτουμένας προϋποθέσεις.

2. Ἐὰν ἡ ρηθεῖσα ἀπόφασις ἢ ἡ ρηθεῖσα συμφωνία δὲν

εἶναι συντεταγμένη εἰς ἐπίσημον γλῶσσαν τῆς χώρας ἐν τῇ ὁποίᾳ γίνεται ἐπίκλησις τῆς ἀποφάσεως, ἐκεῖνο ἐκ τῶν μερῶν ὅπερ αἰτεῖται τὴν ἀναγνώρισιν καὶ ἐκτέλεσιν τῆς ἀποφάσεως δεόν νὰ προσκομίσῃ μετάφρασιν τῶν ἐγγράφων τούτων εἰς τὴν γλῶσσαν ταύτην. Ἡ μετάφρασις δεόν νὰ κυρωθῇ ὑπὸ ἐπισήμου ἢ ὀρισθέντος ἐπὶ τούτῳ μεταφραστοῦ ἢ ὑπὸ διπλωματικοῦ ἢ προξενικοῦ πράκτορος.

Ἄρθρον 5.

1. Ἡ ἀναγνώρισις καὶ ἐκτελέσεις τῆς ἀποφάσεως δύνανται νὰ ἀπορριφθῇ μόνον, τῇ αἰτήσῃ τοῦ μέρους ἐναντίον τοῦ ὁποίου γίνεται ἐπίκλησις ταύτης, ἐφ' ὅσον τοῦτο (τὸ μέρος) προσκομίξῃ εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τῆς χώρας ἐνθα ἐπιζητεῖται ἡ ἀναγνώρισις καὶ ἐκτελέσεις τὴν ἀπόδειξιν ὅτι :

α) τὰ εἰς τὴν συμφωνίαν περὶ ἧς τὸ ἄρθρον 2 μέρη, εἶχον βάσει τοῦ ἐπ' αὐτῶν ἐφαρμοστέου δικαίου, ἀνικανότητα τινά, ἢ ὅτι ἡ ἐν λόγῳ συμφωνία δὲν εἶναι ἐγκυρὸς βάσει τοῦ δικαίου εἰς τὸ ὁποῖον τὰ μέρη τὴν ὑπήγαγον, καὶ ἐν ἐλλείψει ἐνδείξεως περὶ τούτου, βάσει τοῦ δικαίου τῆς χώρας ἐν τῇ ὁποίᾳ ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις ἢ

β) ἐκεῖνο ἐκ τῶν μερῶν ἐναντίον τοῦ ὁποίου γίνεται ἐπίκλησις τῆς ἀποφάσεως δὲν ἦτο δεόντως πληροφημένον περὶ τοῦ ὅρισμοῦ τοῦ διαιτητοῦ ἢ περὶ τῆς διαδικασίας τῆς διαιτησίας ἢ ὅτι τοῦ ἦτο ἀδύνατον δι' ἄλλον τινά λόγον νὰ ποιήσῃται χρῆσιν τῶν εἰς τὴν διάθεσιν του μέσων ἢ

γ) ἡ ἀπόφασις ἀναφέρεται εἰς διαφορὰν μὴ προβλεπομένην ὑπὸ τοῦ συνυποσχετικοῦ, ἢ μὴ περιλαμβανομένην εἰς τὰς διατάξεις τῆς διαιτητικῆς ρήτρας, ἢ ὅτι περιλαμβάνει ἀποφάσεις ὑπερβαινούσας τοὺς ὅρους τοῦ συνυποσχετικοῦ ἢ τῆς διαιτητικῆς ρήτρας ἐν τούτοις, ἐὰν αἱ διατάξεις τῆς ἀποφάσεως, αἱ ἀναφερόμεναι εἰς θέματα ἄτινα ὑπεβλήθησαν εἰς τὴν διαιτησίαν, δύνανται νὰ ἀποχωρισθῶσιν ἐκείνων αἵτινες ἀναφέρονται εἰς θέματα μὴ ὑποβληθέντα εἰς τὴν διαιτησίαν, αἱ πρῶται δύνανται νὰ ἀναγνωρισθῶσιν καὶ ἐκτελεσθῶσιν ἢ

δ) ἡ συγκρότησις τοῦ διαιτητικοῦ δικαστηρίου ἢ ἡ διαιτητικὴ διαδικασία δὲν ἦτο σύμφωνος πρὸς τὴν συμφωνίαν τῶν μερῶν, ἢ ἐν ἐλλείψει συμφωνίας ὅτι δὲν ἦτο σύμφωνος πρὸς τὸ δίκαιον τῆς χώρας ἐνθα ἔλαβε χώραν ἡ διαιτησία ἢ

ε) ἡ ἀπόφασις δὲν κατέστη εἰσέτι δεσμευτικὴ διὰ τὰ μέρη ἢ ἠκυρώθη ἢ ἀνεστάλη ὑπὸ ἀρμοδίας ἀρχῆς τῆς χώρας, ἐν τῇ ὁποίᾳ, ἢ κατὰ τὸ δίκαιον τῆς ὁποίας, ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις.

2. Ἡ ἀναγνώρισις καὶ ἐκτελέσεις διαιτητικῆς ἀποφάσεως θὰ δύναται ὡσαύτως ν' ἀπορριφθῇ, ἐὰν ἡ ἀρμοδία ἀρχὴ τῆς χώρας ἐνθα ζητεῖται ἡ ἀναγνώρισις καὶ ἐκτελέσεις διαπιστώσῃ :

α) ὅτι, κατὰ τὸ δίκαιον τῆς ἐν λόγῳ χώρας, τὸ ἀντικείμενον τῆς διαφορᾶς δὲν εἶναι ἐπιδεκτικὸν ρυθμίσεως διὰ διαιτησίας ἢ

β) ὅτι ἡ ἀναγνώρισις καὶ ἐκτελέσεις τῆς ἀποφάσεως θὰ ἦτο ἀντίθετος πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν τῆς ἐν λόγῳ χώρας.

Ἄρθρον 6.

Ἐὰν ἡ ἀκύρωσις ἢ ἡ ἀναστολὴ τῆς ἀποφάσεως ζητῆται ἀπὸ τὴν ἐν ἄρθρῳ 5, παρ. 1, ε, ἀναφερομένην ἀρμοδίαν ἀρχὴν, ἢ ἀρχὴ ἐνώπιον τῆς ὁποίας γίνεται ἐπίκλησις τῆς ἀποφάσεως, δύναται, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο σκόπιμον, νὰ ἀναβάλλῃ ν' ἀποφανθῇ ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως δύναται ἐπίσης, τῇ αἰτήσῃ τοῦ μέρους ὅπερ ἐπιζητεῖ τὴν ἐκτέλεσιν, νὰ διατάξῃ τὸ ἕτερον μέρος νὰ παράσῃ τὰς καταλλήλους ἐγγυήσεις.

Ἄρθρον 7.

1. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως δὲν θίγουν τὴν ἰσχὺν τῶν πολυμερῶν ἢ διμερῶν συμφωνιῶν τῶν συναφθεισῶν ὑπὸ τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, τῶν ἀφορωσῶν τὴν ἀναγνώρισιν καὶ ἐκτέλεσιν διαιτητικῶν ἀποφάσεων καὶ δὲν στεροῦν οὐδὲν ἐνδιαφερόμενον μέρος τοῦ δικαιώματος τὸ ὁποῖον θὰ ἠδύνατο νὰ ἔχῃ ἕπως ποιήσῃται χρῆσιν διαιτητικῆς ἀποφάσεως κατὰ τὸν τρόπον καὶ καθ' ὃ μέτρον τοῦτο γίνεται δεκτὸν ὑπὸ τῆς νομοθεσίας ἢ ὑπὸ τῶν συμβάσεων τῆς χώρας ὅπου γίνεται ἐπίκλησις τῆς ἀποφάσεως.

2. Τὸ Πρωτόκολλον τῆς Γενεύης τοῦ 1923 περὶ διαιτητικῶν ρητρῶν καὶ ἡ σύμβασις τῆς Γενεύης τοῦ 1927 διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἀλλοδαπῶν διαιτητικῶν ἀποφάσεων θὰ παύσουν νὰ παράγουν ἀποτελέσματα μεταξύ τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν.

λομένων Κρατών, ἀφ' ἧς ἡμέρας, καὶ καθ' ὃ μέτρον ταῦτα θὰ δεσμεύονται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 8.

1. Ἡ παρούσα σύμβασις παραμένει ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1958 διὰ πᾶν Κράτος Μέλος τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ὡς καὶ διὰ πᾶν ἕτερον Κράτος ὅπερ εἶναι, ἢ θέλει καταστή μετὰγενεστέρως μέλος μᾶς ἢ περισσοτέρων εἰδικῶν Ὄργανώσεων τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὸ Καταστατικὸν τοῦ Διεθνoῦς Δικαστηρίου ἢ ἤθελε προσκληθῆ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

2. Ἡ παρούσα σύμβασις δέον νὰ ἐπικυρωθῆ καὶ τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως δέον νὰ κατατεθῶσι παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 9.

1. Ἄπαντα τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 8 δύναται νὰ προσχωρήσωσιν εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ ἐνεργῆται διὰ τῆς καταθέσεως ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 10.

1. Πᾶν Κράτος θὰ δύναται, κατὰ τὴν στιγμήν τῆς ὑπογραφῆς, τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως, νὰ δηλώσῃ ὅτι ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἐπεκτείνεται εἰς τὸ σύνολον τῶν ἐδαφῶν ἅτινα ἐκπροσωπεῖ ἐπὶ τοῦ διεθνoῦς πεδίου ἢ εἰς ἓνα ἢ περισσότερα ἐξ αὐτῶν. Ἡ τοιαύτη δήλωσις ἐπάγεται ἀποτελέσματα κατὰ τὴν στιγμήν τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμβάσεως διὰ τὸ ρηθὲν Κράτος.

2. Ἐν συνεχείᾳ, πᾶσα παρομοία ἐπέκτασις θὰ γίνεται διὰ γνωστοποίησεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ θὰ ἐπάγεται ἀποτελέσματα ἀπὸ τῆς ἐνενηκοστῆς ἡμέρας ἧτις ἀκολουθεῖ τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἔλαβε τὴν γνωστοποίησιν, ἢ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς συμβάσεως διὰ τὸ ἐν λόγω Κράτος, ἐὰν ἡ τελευταία αὕτη ἡμερομηνία εἶναι μετὰγενεστέρα.

3. Ὡς πρὸς τὰ ἐδάφη ἐπὶ τῶν ὁποίων ἡ παρούσα Σύμβασις δὲν ἐφαρμόζεται κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑπογραφῆς τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως, ἕκαστον ἐνδιαφερόμενον Κράτος θὰ ἐξετάσῃ τὴν δυνατότητα τῆς λήψεως τῶν ἀπαιτουμένων μέτρων διὰ τὴν ἐπέκτασιν τῆς Συμβάσεως ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τούτων, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν, ὡςάκις τοῦτο ἐπιβάλλεται τυχὸν ἐκ συνταγματικῶν λόγων, τῆς συγκαταθέσεως τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἐν λόγω ἐδαφῶν.

Ἄρθρον 11.

Αἱ κάτωθι διατάξεις θὰ ἐφαρμόζονται ἐπὶ Ὅμοσπονδιακῶν ἢ μὴ ἐνιαίων Κρατῶν.

α) Ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἄρθρα τῆς παρούσης Συμβάσεως ἅτινα ὑπάγονται εἰς τὴν νομοθετικὴν ἀρμοδιότητα τῆς ὁμοσπονδιακῆς ἐξουσίας, αἱ ὑποχρεώσεις τῆς ὁμοσπονδιακῆς κυβερνήσεως θὰ εἶναι ὅμοιαι πρὸς ἐκεῖνας τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν ἅτινα δὲν εἶναι ὁμοσπονδιακὰ Κράτη.

β) Ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἄρθρα τῆς παρούσης Συμβάσεως ἅτινα ὑπάγονται εἰς τὴν νομοθετικὴν ἀρμοδιότητα ἐκάστης τῶν ἀπαρτιζόντων τὴν Ὅμοσπονδίαν Πολιτειῶν ἢ Ἐπαρχιῶν, αἱ ὁποῖαι δὲν ὑποχρεοῦνται βάσει τοῦ συνταγματικοῦ συστήματος τῆς Ὅμοσπονδίας, νὰ λάβουν νομοθετικὰ μέτρα, ἢ ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θὰ φέρῃ τὰ ἐν λόγω ἄρθρα, τὸ ταχύτερον δυνατὸν καὶ μὲ εὐνοϊκὴν αὐτῆς σύστασιν, εἰς γνῶσιν τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν ἀπαρτιζόντων τὴν Ὅμοσπονδίαν Πολιτειῶν ἢ Ἐπαρχιῶν.

γ) Ὅμοσπονδιακὸν Κράτος, Μέρος εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν θὰ ὑποβάλῃ τῇ αἰτήσῃ παντὸς ἄλλου συμβαλλομένου Κράτους, διαβιβάζομένης αὐτῷ μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ἐκθεσὶν περὶ τῆς νομοθεσίας καὶ τῶν ἐθίμων τῶν ἰσχυόντων εἰς τὴν μίαν ἢ τὴν ἄλλην διάταξιν τῆς Συμβάσεως, ὑποδεικνύον τὴν ἕκτασιν καθ' ἣν προσεδόθη ἰσχύς εἰς τὴν ἐν λόγω διάταξιν διὰ νομοθετικῆς ἢ ἄλλης πράξεως.

Ἄρθρον 12.

1. Ἡ παρούσα σύμβασις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν ἧτις θὰ ἀκολουθήσῃ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ τρίτου ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Δι' ἕκαστον ἐκ τῶν Κρατῶν ὅπερ θέλει ἐπικυρώσῃ τὴν Σύμβασιν ἢ προσχωρήσῃ εἰς ταύτην μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ τρίτου ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, αὕτη θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν ἧτις ἀκολουθεῖ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως ὑπὸ τοῦ ἐν λόγω Κράτους τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 13.

1. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος θὰ δύναται νὰ καταγγεῖλῃ τὴν παρούσαν Σύμβασιν δι' ἐγγράφου γνωστοποίησεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν. Ἡ καταγγελία θὰ ἐπάγεται ἀποτελέσματα ἐν ἔτος μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἔλαβε τὴν γνωστοποίησιν.

2. Πᾶν Κράτος ὅπερ προέβη εἰς δήλωσιν ἢ γνωστοποίησιν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 10, θὰ δύναται νὰ γνωστοποιήσῃ μετὰγενεστέρως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν ὅτι ἡ σύμβασις θὰ παύσῃ νὰ ἐφαρμόζεται εἰς τὸ περὶ οὗ πρόκειται ἕδαφος, ἐν ἔτος μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἔλαβε τὴν τοιαύτην γνωστοποίησιν.

3. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ παραμένῃ ἐφαρμοστέα ἐπὶ τῶν δικαιοδικῶν ἀποφάσεων ὡς πρὸς τὰς ὁποίας ἐγένετο ἐνχορῆσις τῆς διαδικασίας ἀναγνωρίσεως ἢ ἐκτελέσεως πρὸς τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς καταγγελίας.

Ἄρθρον 14.

Συμβαλλόμενον Κράτος δὲν δύναται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως ἐναντίον ἑτέρων συμβαλλομένων Κρατῶν, εἰ μὴ καθ' ὃ μέτρον καὶ αὐτὸ τοῦτο ὑποχρεοῦται νὰ ἐφαρμόσῃ τὴν Σύμβασιν ταύτην.

Ἄρθρον 15.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν θὰ γνωστοποιῇ εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα ἐν ἄρθρῳ 8 :

α) τὰς ὑπογραφὰς καὶ ἐπικυρώσεις τὰς ἀναφερομένας ἐν ἄρθρῳ 8,

β) τὰς προσχωρήσεις τὰς ἀναφερομένας ἐν ἄρθρῳ 9,

γ) τὰς δηλώσεις καὶ γνωστοποιήσεις τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰ ἄρθρα 1, 10 καὶ 11.

δ) τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν ἀρχεταὶ ἡ ἰσχύς τῆς παρούσης Συμβάσεως κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 12,

ε) τὰς καταγγελίας καὶ γνωστοποιήσεις τὰς ἀναφερομένας ἐν ἄρθρῳ 13.

Ἄρθρον 16.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις, τῆς ὁποίας τὰ κείμενα εἰς τὴν Ἀγγλικήν, Κινεζικὴν, Ἰσπανικὴν, Γαλλικὴν, Ρωσικὴν εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν θὰ διαβιβάζῃ ἀντίγραφον δεόντως κεκυρωμένου τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 8.

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4221

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 105 Διεθνούς Συμβάσεως «περὶ καταργήσεως τῆς ἀναγκαστικῆς ἐργασίας».

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 18 Σεπτεμβρίου 1961 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἀρθροῦ 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται ἡ ὑπ' ἀριθ. 105 Διεθνῆς Σύμβασις «περὶ καταργήσεως τῆς ἀναγκαστικῆς ἐργασίας» ψηφισθεῖσα ἐν Γενεύῃ τῷ 1957 ὑπὸ τῆς Διεθνούς Συνδιασκέψεως Ἐργασίας κατὰ τὴν 40ην Σύνοδον αὐτῆς, ἔχουσα οὕτω ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει καὶ Γαλλικῇ πρωτοτύπῳ.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ 105

Σύμβασις ἀφορῶσα τὴν κατάργησιν τῆς ἀναγκ. ἐργασίας.

Ἡ Γενικὴ Συνδιάσκεψις τῆς Διεθνούς Ὀργανώσεως Ἐργασίας, Συγκληθεῖσα ἐν Γενεύῃ, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Διεθνούς Γραφείου Ἐργασίας καὶ συνελθούσα αὐτόθι τὴν 5 Ἰουνίου 1957, εἰς τὴν τεσσαρακοστὴν σύνοδον αὐτῆς.

Ἀφοῦ ἐξήτησε τὸ θέμα τῆς ἀναγκαστικῆς ἐργασίας, ἀποτελοῦν τὸ 4ον θέμα τῆς ἡμερησίας διατάξεως τῆς συνόδου,

ἀφοῦ ἔλαβεν ὑπ' ὄψιν τῆς τὰς διατάξεις τῆς συμβάσεως ἐπὶ τῆς ἀναγκαστικῆς ἐργασίας, 1930,

ἀφοῦ παρετήρησεν ὅτι, ἡ Σύμβασις τοῦ 1926, ἡ σχετιζομένη μετὰ τὴν δουλείαν, προβλέπει περὶ τῆς ἀνάγκης νὰ ληφθοῦν χρήσιμα μέτρα, προκειμένου ν' ἀποφευχθῇ ὅπως ἡ ἀναγκαστικὴ καὶ ὑποχρεωτικὴ ἐργασία ἐπιφέρῃ συνθήκας ἀναλόγους μετὰ τὴν δουλείαν καὶ ὅτι, ἡ συμπληρωματικὴ σύμβασις τοῦ 1956 ἡ σχετιζομένη μετὰ τὴν κατάργησιν τῆς δουλείας, τοῦ καθεστώτος τῶν δούλων, τῶν θεσμῶν, ἰδρυμάτων καὶ τακτικῆς ἀναλογούσης πρὸς τὴν δουλείαν, ἀποβλέπει εἰς τὴν ἐπίτευξιν πλήρους καταργήσεως τῆς δουλείας διὰ χρέην καὶ τῆς δουλοπαροικίας,

ἀφοῦ παρετήρησεν ὅτι ἡ σύμβασις ἐπὶ τῆς προστασίας τοῦ μισθοῦ, 1949, ἀναφέρει ὅτι ὁ μισθὸς δέον νὰ καταβάλληται κατὰ κανονικὰ διαστήματα καὶ ἀπαγορεύει τοὺς τύπους πληρωμῆς, οἵτινες ἀποστεροῦν τὸν ἐργαζόμενον πάσης πραγματικῆς δυνατότητος πρὸς ἐγκατάλειψιν τῆς ἐργασίας του,

ἀφοῦ ἀπεφάσισεν τὴν ἀποδοχὴν ἐτέρων προτάσεων σχετικῶς μετὰ τὴν κατάργησιν ἐνίων τύπων ἀναγκαστικῆς καὶ ὑποχρεωτικῆς ἐργασίας συνιστώντων παραβιάσιν τῶν

δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου ὡς ταῦτα διαγράφονται ἐν τῷ Καταστατικῷ Χάρτῃ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἀναφέρονται ἐν τῇ Παγκοσμίῳ Διακηρύξει τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου,

ἀφοῦ ἀπεφάσισεν ὅπως αἱ προτάσεις αὗται λάβουν τὸν τύπον διεθνούς Συμβάσεως,

ἀποδέχεται σήμερον τὴν 25 Ἰουνίου 1957 τὴν ὡς ἐπεταὶ Σύμβασιν, ἣτις ἀποκαλεῖται Σύμβασις περὶ καταργήσεως τῆς ἀναγκαστικῆς ἐργασίας, 1957.

Ἄρθρον 1.

Πᾶν Μέλος τῆς Διεθνούς Ὀργανώσεως Ἐργασίας ἐπικυροῦν τὴν παρούσαν Σύμβασιν, ὑποχρεοῦται νὰ καταργήσῃ τὴν ἀναγκαστικὴν ἢ ὑποχρεωτικὴν ἐργασίαν καὶ ὅπως μὴ προσφεύγῃ εἰς ταύτην ὑπὸ οὐδεμίαν μορφήν.

α) εἴτε ὡς μέτρου ἐξαναγκασμοῦ ἢ πολιτικῆς διαπαιδαγωγίσεως ἢ ὑπὸ μορφήν κυρώσεως πρὸς ἄτομα ἔχοντα ἢ ἐκφράζοντα πολιτικὰς γνώμας ἢ ἐκδηλοῦντα τὴν ἰδεολογικὴν αὐτῶν ἀντίθεσιν πρὸς τὴν καθεστυκίαν πολιτικὴν, κοινωνικὴν καὶ οἰκονομικὴν τάξιν.

β) εἴτε ὡς μεθόδου ἐπιστρατεύσεως καὶ χρησιμοποίησεως τοῦ ἐργατικοῦ δυναμικοῦ διὰ σκοποὺς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως.

γ) εἴτε ὡς μέτρου πειθαρχήσεως ἐν τῇ ἐργασίᾳ,

δ) εἴτε ὡς κολασμοῦ διὰ τὴν συμμετοχὴν εἰς ἀπεργίαν,

ε) εἴτε ὡς μέτρου φυλετικῆς, κοινωνικῆς, ἐθνικῆς ἢ θρησκευτικῆς διακρίσεως.

Ἄρθρον 2.

Πᾶν Μέλος τῆς Διεθνούς Ὀργανώσεως Ἐργασίας ἐπικυροῦν τὴν παρούσαν Σύμβασιν ὑποχρεοῦται νὰ λάβῃ ἀποτελεσματικὰ μέτρα διὰ τὴν ἄμεσον καὶ πλήρη κατάργησιν τῆς ἀναγκαστικῆς καὶ ὑποχρεωτικῆς ἐργασίας, ὡς ἀναγράφεται αὕτη ἐν τῷ ἀρθρῷ 1 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 3.

Αἱ ἐπίσημοι ἐπικυρώσεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀνακοινοῦνται πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Διεθνούς Γραφείου Ἐργασίας παρ' οὗ καὶ καταχωρίζονται.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις δεσμεύει τὰ Μέλη τῆς Διεθνούς Ὀργανώσεως Ἐργασίας ὧν ἡ ἐπικύρωσις ἔχει καταχωρισθῆ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

2. Αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ δώδεκα μῆνας μετὰ τὴν, ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, καταχώρισιν τῶν ἐπικυρώσεων δύο Μελῶν.

3. Κατ' ἀκολουθίαν ἡ Σύμβασις αὕτη ἀρχεταὶ ἰσχύουσα δι' ἕκαστον Μέλος δώδεκα μῆνας ἀφ' ἧς καταχωρισθῇ ἢ ἐπικύρωσις αὐτῆς.

Άρθρον 5.

1. Πάν Μέλος επικυροῦν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν δύναται νὰ καταγγείλῃ ταύτην μετὰ πάροδον δεκαετίας ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς, διὰ πράξεως ἀνακοινομένης εἰς Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἐργασίας καὶ ὑπ' αὐτοῦ καταχωριζομένης. Ἡ καταγγελία ἔχει ἀποτελέσματα μετὰ πάροδον ἔτους ἀπὸ τῆς καταχωρίσεως αὐτῆς.

2. Πάν Μέλος επικυροῦν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν τὸ ὁποῖον ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς ἐν τῇ προηγουμένη παραγράφῳ μνηνευομένης δεκαετίας δὲν κάμνει χρῆσιν τοῦ ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένου δικαιώματος καταγγελίας, δεσμεύεται διὰ μίαν νέαν δεκαετίαν καὶ συνεπῶς, δικαιούται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐπὶ τῇ λήξει ἐκάστης δεκαετίας ὑπὸ τοὺς εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον προβλεπομένους ὅρους.

Άρθρον 6.

1. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Δ.Γ.Ε. δέον νὰ γνωστοποιῇ εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη τῆς Διεθνoῦς Ὁργανώσεως Ἐργασίας τὴν καταχώρισιν πασῶν τῶν ἐπικυρώσεων καὶ καταγγελιῶν αἰτινες ἀνακοινοῦνται πρὸς αὐτὸν ὑπὸ τῶν Μελῶν τῆς Ὁργανώσεως.

2. Γνωστοποιῶν εἰς τὰ Μέλη τῆς Ὁργανώσεως τὴν καταχώρισιν τῆς δευτέρας ἐπικυρώσεως ἣτις τῷ ἔχει ἀνακοινωθῆ ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἐπισύρει τὴν προσοχὴν τῶν Μελῶν τῆς Ὁργανώσεως ἐπὶ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Άρθρον 7.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἐργασίας ἀνακοινοῖ πρὸς καταχώρισιν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματεῖα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, πλήρεις πληροφορίας σχετικὰς πρὸς ὅλας τὰς ἐπικυρώσεις καὶ ὅλας τὰς πράξεις καταγγελίας τὰς ὁποίας ἔχει καταχωρίσει συμφώνως πρὸς τὰ προηγούμενα ἄρθρα.

Άρθρον 8.

Ὅσάκις ἤθελε κρίνει τοῦτο σκόπιμον, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἐργασίας, θέλει ὑποβάλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνδιάσκεψιν, ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ἀποφασίζει ἐὰν συντρέχη περίπτωσις ἀναγραφῆς εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Συνδιασκέψεως, θέματος ὁλικῆς ἢ μερικῆς ἀναθεωρήσεως ταύτης.

Άρθρον 9.

1. Ἐν ἡ περιπτώσει ἡ Συνδιάσκεψις ἀποδεχθῆ νεωτέραν Σύμβασιν ἐπαγομένην ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει ἀναθεώρησιν τῆς παρούσης καὶ ἐφ' ὅσον ἡ νέα Σύμβασις δὲν ὀρίζει ἄλλως :

α) ἡ ἐπικύρωσις ὑπὸ Μέλους τῆς νεωτέρας Συμβάσεως τῆς ἐπαγομένης ἀναθεώρησιν ἐπάγεται αὐτοδικαίως, παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 5, ἄμεσον καταγγελίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἔχει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἡ ἐπαγομένη τὴν ἀναθεώρησιν νέα Σύμβασις.

β) ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς ἐπαγομένης τὴν ἀναθεώρησιν νέας Συμβάσεως ἡ παρούσα Σύμβασις παύει νὰ εἶναι δεκτικὴ ἐπικυρώσεως ὑπὸ τῶν Μελῶν.

2. Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἡ παρούσα Σύμβασις παραμένει ἐν ἰσχύϊ ὑπὸ τὸν τύπον καὶ τὸ περιεχόμενον αὐτῆς διὰ τὰ Μέλη ἅτινα ἐπικυρώσαντα αὐτὴν δὲν ἤθελον ἐπικυρώσει τὴν ἀναθεωροῦσαν ταύτην νέαν Σύμβασιν.

Άρθρον 10.

Τὸ γαλλικὸν καὶ ἀγγλικὸν κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως εἶναι ἕξ ἴσου αὐθεντικά.

CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL
Convention 105

Convention Concernant l'Abolition du Travail Forcé.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 5 juin 1957, en sa quarantième session;

Après avoir examiné la question du travail forcé, qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir pris note des dispositions de la convention sur le travail forcé, 1930;

Après avoir noté que la convention de 1926 relative à l'esclavage prévoit que des mesures utiles doivent être prises pour éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène des conditions analogues à l'esclavage et que la convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage vise à obtenir l'abolition complète de la servitude pour dettes et du servage;

Après avoir noté que la convention sur la protection du salaire, 1949, énonce que le salaire sera payé à intervalles réguliers et interdit les modes de paiement qui privent le travailleur de toute possibilité réelle de quitter son emploi;

Après avoir décidé d'adopter d'autres propositions relatives à l'abolition de certaines formes de travail forcé ou obligatoire constituant une violation des droits de l'homme tels qu'ils sont visés par la Charte des Nations Unies et énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent cinquante-sept, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957;

Article 1

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à supprimer le travail forcé ou obligatoire et à n'y recourir sous aucune forme :

a) en tant que mesure de coercition ou d'éducation politique ou en tant que sanction à l'égard de personnes qui ont ou expriment certaines opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi;

b) en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main d'oeuvre à des fins de développement économique;

c) en tant que mesure de discipline du travail;

d) en tant que punition pour avoir participé à des grèves;

e) en tant que mesure de discrimination raciale, sociale, nationale ou religieuse.

Article 2

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à prendre des mesures efficaces en vue de l'abolition immédiate et complète du travail forcé ou obligatoire tel qu'il est décrit à l'article 1 de la présente convention.

Article 3

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 4

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 5

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 6

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 7

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 8

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 9

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle

convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 5 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 10.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

*Άρθρον Δεύτερον

Πᾶσα διάταξις τῆς κειμένης νομοθεσίας παρέχουσα τυχόν μείζονα πλεονεκτήματα εἰς τὰ διὰ τῆς ὑπὸ τοῦ παρόντος Νομοθετικοῦ Διατάγματος κυρουμένης Συμβάσεως προστατευόμενα πρόσωπα, τερεῖται ἐν ἰσχύϊ συμφωνῶς πρὸς τὸ ἄρθρον 19 παρ. 2 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Διεθνούς Ὀργανώσεως Ἐργασίας, κυρωθέντος διὰ τοῦ Ν.Δ. 399/1941.

*Άρθρον Τρίτον

Ἐπιτρέπεται ὅπως διὰ Β.Δ. προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐργασίας κωδικοποιηθῶσιν εἰς ἐνιαῖον κείμενον αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Νομοθετικοῦ Διατάγματος καὶ τῆς διὰ τούτου κυρουμένης Διεθνούς Συμβάσεως μετὰ τῶν λοιπῶν διεπουσῶν τὸ θέμα διατάξεων, ἐπιτρεπομένης τῆς ἀλλαγῆς τῆς σειρᾶς τῶν διατάξεων καὶ τῆς ἀριθμησεως ἀρθρῶν καὶ παραγράφων.

*Άρθρον Τέταρτον

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 4 τῆς κυρουμένης διὰ τοῦ παρόντος Νομοθετικοῦ Διατάγματος συμβάσεως, καθορισθησομένη διὰ Βασ. Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Σεπτεμβρίου 1961

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

Τ Α Μ Ε Λ Η

ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ — ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Γ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Λ. ΔΕΡΤΙΛΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Γ. ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΔΗΜΗΤΡΑΤΟΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΘΕΜΕΛΗΣ, Δ. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, Κ. ΧΡΥΣΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ, Θ. ΚΟΝΙΤΣΑΣ, Δ. ΘΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ, Τ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Σεπτεμβρίου 1961

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝ. ΚΑΛΛΙΑΣ